

## Plus de justice, moins de carbone

Plus de justice, moins de carbone : voici en deux mots comment on peut résumer l'état d'esprit des parlementaires socialistes pour le projet de loi de finances 2020.

**P**our la présidente du groupe socialiste, « il n'y a pas d'acte II du quinquennat car le gouvernement ne change pas de politique économique ».



Valérie Rabault

Or, les choix effectués dans les deux dernières lois de finance aggravent les inégalités. La réforme de l'ISF et l'introduction de la flat tax devaient, selon le gouvernement soutenir la croissance économique. Or, qu'en est-il ? **« Elle est tombée de 2,2% en 2017 à 1,4% en 2019, et même à 1,3% pour 2020 si l'on se réfère au projet de loi de finances que nous examinons »**, a rappelé Valérie Rabault à la Tribune de l'Assemblée. La suppression de l'ISF devait favoriser une augmentation de l'investissement dans les PME. Mais, là encore, l'objectif n'est pas atteint puisque la *Banque publique d'investissement* notait, dans un rapport de septembre dernier, un recul de 8% de l'investissement dans les PME.

Le rapport d'évaluation du Sénat, indique une chute de 38% des investissements fiscaux des particuliers au capital des entreprises solidaires.

Pour le pouvoir d'achat, les Français les plus modestes sont les grands perdants. 22 millions de Français ne paient pas l'impôt sur le revenu. Il s'agit des célibataires dont le revenu est inférieur à 1217 euros par mois et des ménages qui gagnent moins de 2294 euros mensuels. Ces 22 millions de Français ne verront pas la couleur de la baisse de l'impôt sur le revenu puisqu'ils n'y sont pas assujettis.

Concernant la transition écologique, tout le monde parle des sept millions de logements qualifiés de passoires thermiques. Pourtant, le projet de finances ne comporte aucune mesure pour les rénover. Les socialistes proposent un plan de rénovation de 700 000 logements par an. Ceci aura trois effets bénéfiques : une baisse de la facture énergétique des ménages (de près de 1 500 euros par an pour les rénovations les plus performantes), une réduction des émissions de CO2 et une activité supplémentaire pour le secteur du bâtiment. Pour financer ce plan, ils proposent un double mécanisme qui repose à la fois sur une subvention et sur une avance remboursable, c'est-à-dire un prêt de l'État qui sera remboursé, à hauteur de 70%, grâce à l'argent récupéré via la réduction de la facture d'énergie acquittée par les ménages.

Pour les socialistes, le projet de loi de finances fait en outre courir un gros risque au pays : en cas de crise, que de nombreux économistes craignent, le gouvernement ne disposera d'aucune marge de manœuvre. Comme en 2017 et en 2018, les parlementaires socialistes s'opposeront à ce projet de loi de finances mais surtout proposeront des amendements pour le rendre plus juste et plus efficace afin d'engager la transition écologique.

CAP  
FINISTÈRE  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 24/10/2019

SITE DE DEPOT  
P1  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Union de la gauche

**A**lors qu'elles partagent la même ambition sociale-écologique, les forces de gauche n'ont pourtant jamais été si divisées. Ce paradoxe n'est pas une fatalité. Partout, et singulièrement en Bretagne, des initiatives sont prises pour ouvrir des espaces de dialogue et de débats. Des militants, politiques, syndicaux ou associatifs se retrouvent dans des combats communs pour la défense du service public, pour une transition écologique, pour le droit à l'expérimentation.

Reste à inventer la forme que doit prendre cette union du XXI<sup>e</sup> siècle. Par le passé, la gauche, dans sa diversité, a su trouver les moyens de s'unir. Ce fut le programme commun des années 70 ou la gauche plurielle des années 90. Aujourd'hui, ces formules ne sont plus adaptées. Il revient aux socialistes, avec leurs partenaires, d'en inventer de nouvelles, plus coopératives, plus participatives pour sortir enfin du tête-à-tête mortifère entre le libéralisme d'En Marche et le nationalisme du RN, car il existe un espace politique pour une gauche sociale, écologique et décentralisatrice.

# Départements : le mépris du gouvernement

Collectivités des solidarités, les Départements sont, depuis 2017, particulièrement maltraités par le gouvernement. Sans doute parce que, vu de l'Élysée, ils dépensent « un pognon de dingues » ? Réunis en congrès les 16, 17 et 18 octobre, les départements de France n'ont malheureusement pas vu d'inflexion de la politique du gouvernement en leur faveur. Pire, les élu.es de gauche ont même dû quitter la salle pour dénoncer l'arrogance de la secrétaire d'État qui refuse toute discussion sur la fiscalité locale. « La suppression de la taxe d'habitation était une promesse du candidat Macron, il a été élu, donc nous l'appliquerons », leur a-t-elle lancé en substance, oubliant de préciser qu'aucune forme de compensation n'a été imaginée.



Ce sont les plus fragiles qui sont touchés

Déjà, à la session du Conseil départemental du 7 octobre, Nathalie Sarrabezolles avait fait part des points de frictions entre les Départements et le gouvernement. « Pacte financier, réforme de la fiscalité, non réponse sur les moyens des

politiques de solidarité : de nombreuses décisions du gouvernement concourent à asphyxier les projets des Conseils départementaux, à remettre en cause les missions de solidarité qu'ils exercent et, in fine, à fragiliser encore plus celles et ceux pour qui ils agissent », avait-elle rappelé dans son intervention liminaire.

**« Le gouvernement doit revoir sa copie. »**

Dans un communiqué publié à l'issue du congrès, les présidentes et présidents de Conseils départementaux de gauche ont dressé un bilan bien sombre et ont été obligés de constater que le gouvernement confirme son mépris à leur égard.

**« Malaise social, déficit démocratique, indispensable besoin de proximité... Le gouvernement prétendait avoir tiré les enseignements d'un mouvement social sans précédent ».** Pourtant, force est de constater, pour les Départements de gauche, qu'au-delà des mots et des annonces, il reste aveugle aux réalités que les Départements affrontent au quotidien.

Sur le fond, en trois années d'exercice du pouvoir, aucun engagement n'a été tenu et, aujourd'hui, l'ensemble des mesures annoncées s'orientent vers, au mieux, une contractualisation purement arithmétique des politiques publiques décentralisées, au pire leur fin programmée.

Ce mépris a été accentué par le

refus du premier ministre, Édouard Philippe, de participer au 89<sup>e</sup> Congrès des Départements de France. « Une fois encore, il esquive un dialogue nécessaire sur les enjeux fondamentaux pour le devenir de nos territoires », regrettent les élu.es de gauche.



Des Départements asphyxiés

Dans le prolongement d'une volonté d'une mise sous tutelle de l'État des budgets départementaux engagée avec les « pactes de Cahors », la présentation du projet de loi de finances pour 2020 met tout simplement fin à l'autonomie fiscale de la collectivité départementale, en supprimant la taxe foncière des Départements. Les présidentes et présidents de Départements de gauche exigent du gouvernement qu'il revoie sa copie en matière de fiscalité en laissant aux Départements leur autonomie fiscale et financière. Mais aussi qu'il prenne ses responsabilités en matière des dépenses engagées par les Départements pour le compte de l'État et qu'il en assume maintenant le plein financement. Et enfin, qu'il leur accorde le droit à l'expérimentation.

## Accessibilité : le Finistère reste mobilisé



La question de l'accessibilité du Finistère reste l'une des priorités de la majorité départementale. Il s'agit, d'une « préoccupation sur le long terme, de premier ordre pour les élu.es, comme pour l'ensemble des partenaires : élu.e.s, représentant.e.s du monde associatif, économiques, universitaire... », a insisté Nathalie Sarrabezolles, le 7 octobre.

Après de multiples demandes, le comité de pilotage LNOBPL (le projet de Liaisons Nouvelles Ouest Bretagne - Pays de la Loire), s'est enfin réuni le 1<sup>er</sup> juillet.

Le comité de pilotage a confirmé la réalisation d'une voie nouvelle entre Rennes et Redon, ainsi que des aménagements entre Redon et Nantes. Le lancement des études de projet est annoncé : à terme ces travaux permettront un gain de temps de l'ordre de la dizaine de minutes entre Quimper et Rennes.

En revanche, rien de concret n'est envisagé pour l'axe Nord, Brest-Rennes. Pourtant, le besoin d'amélioration est clair dans les scénarios produits par la SNCF elle-même sur cet axe structurant, après dix ans et neuf millions d'euros consacrés à des études.

« Avec Brest Métropole nous avons insisté sur la nécessité d'avoir des engagements concrets inscrits dans les documents de prospective et de programmation », a rappelé la présidente du Conseil départemental. « Nous avons des propositions claires et chiffrées et je souhaite pour une fois que le gouvernement affirme un réel "en même temps" » : « en même temps » pour la ligne Sud Quimper-Rennes et pour la ligne Nord Brest-Rennes.

La réunion de ce comité de pilotage confirme que la mobilisation de l'ensemble des collectivités de l'Ouest Bretagne, pour porter tous les enjeux prioritaires d'amélioration de leur desserte ferroviaire et d'un aménagement équilibré du territoire régional, doit rester une priorité. La mobilisation pour placer Brest et Quimper à 3 heures de Paris continue.

# ADP : un travail de fourmi

**C'est une par une qu'il faudra aller chercher les signatures afin d'obtenir un référendum sur la privatisation d'Aéroport de Paris (ADP). Sur les 4,7 millions de signatures nécessaires, le site chargé de les recueillir en a enregistré près de 840 000. On est à peine à 18% de l'objectif final.**

**L**a faute à qui? D'abord au site national mis en ligne par le ministère de l'Intérieur qui multiplie les chausse-trappes.

Ensuite, alors que sur bien d'autres sujets le gouvernement est capable de mener des campagnes de communication, là rien n'a été fait pour informer les électeurs qu'ils peuvent soutenir l'organisation de ce premier Référendum d'Initiative Partagée (RIP). Il s'agit pourtant d'une avancée démocratique majeure puisque, pour la première fois, ça ne sera pas le président de la République qui interrogera les Français par référendum.

**« On constate effectivement un manque d'information criant »,** déplorent les militantes socialistes Béatrice Coste et Élisabeth Pélicot qui, sur les marchés de la région de Quimperlé, vont à la rencontre des habitants, armées de leurs tablettes et des formulaires papier. **« Les gens ne sont pas au courant**

**de cette procédure pour obtenir un référendum »,** expliquent-elles. **« Mais, dans leur très grande majorité, lorsqu'on prend le temps de leur expliquer les enjeux, ils se déclarent bien sûr opposés à cette privatisation et favorable à un référendum. Mais nous devons vraiment faire de la comm' pour expliquer les enjeux. »**

**« Pour permettre aux citoyens de soutenir ce référendum, nous prenons une série d'initiatives »,** explique Ismaël Dupont, secrétaire fédéral du Parti Communiste, à l'origine de la coordination départementale pour le référendum qui regroupe près d'une vingtaine d'organisations politiques et syndicales. Déjà, des groupes locaux se sont mis en place, à Quimper et dans la région de Quimperlé. Ensuite, des vœux sont proposés dans les conseils

municipaux. **« Dans le Sud-Finistère, les mairies sont sollicitées pour mettre à disposition des formulaires sur lesquels les citoyens peuvent demander le référendum, car tout le monde ne dispose pas d'internet chez lui. La mairie de Kernevel à Rosporden a accepté d'ouvrir ses portes pour que la coordination puisse tenir une permanence et informer les administrés. »**

Les opérations de collectes des signatures sur les marchés ou dans les mairies sont d'autant plus importantes que des milliers de personnes, en générale des personnes âgées, ne disposent pas d'ordinateurs. Alors que se profilent d'autres privatisations tout aussi scandaleuses, comme celle de la Française des Jeux (voir ci-dessous), la mobilisation de toutes et tous pour l'organisation de RIP est nécessaire.



Sur le marché de Quimperlé

Emmanuel Macron a déclaré que, pour lui, lorsqu'un million de citoyens le réclament, il faut organiser un référendum. Il faudra par conséquent placer le gouvernement devant ses responsabilités lorsque la barre du million de signatures sera franchie. Et compter sur la dynamique que ne manquera pas de provoquer le passage de cette barre symbolique pour redoubler d'efforts dans la collecte des signatures sur le site <https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

## Une vision court-termiste

**Une décision inique, injuste, absurde et irréfléchie. Voilà comment Pierre Rondeau, économiste du sport, Richard Bouigue, codirecteur de l'Observatoire du sport à la Fondation Jean-Jaurès, et Olivier Faure, premier secrétaire du PS, qualifient l'annonce de la privatisation de la Française des Jeux dans Libération.**

**« L**a FDJ est pourtant une entreprise bien gérée qui libère plus de 89 millions d'euros par an de dividendes alimentant ainsi les caisses de l'État.

Aujourd'hui actionnaire à 70%, l'État espère récupérer plus de un milliard

d'euros à travers la vente de près de 50% de ses actions. Tout cela dans le but de financer un fonds de 10 milliards d'euros pour « l'innovation de rupture ». Or ce n'est qu'un raisonnement de court terme qui oublie les affres de l'incertitude et des aléas économiques. »

« La FDJ assure une lutte efficace contre l'ensemble des risques sociaux inhérents à la pratique des jeux d'argent. Depuis de nombreuses années, le nombre de joueurs dépendants baisse, bien que la pratique générale augmente. De nombreuses mesures, sous le quinquennat de François Hollande, ont été prises pour lutter contre la pratique des jeunes et l'addiction. Elles fonctionnent et sont efficaces.

Soyons clairs, la FDJ est une entreprise qui garantit à la fois un rôle de financement des services publics, en grande partie le sport, et qui veille à la stabilité du bien-être individuel et collectif.

Que se passera-t-il lorsque la privatisation sera actée? Lorsque l'objectif de rentabilité de court terme prendra le pas sur l'intérêt durable? Quelles seront les décisions des nouveaux dirigeants, totalement indépendants, lorsqu'il s'agira de satisfaire les actionnaires et les spéculateurs boursiers? La privatisation laisse la porte ouverte à la spéculation, à l'enrichissement personnel contre la redistribution et le bien-être collectif. »

# Agenda

**5 novembre**

20h00 : Réunion-débat sur les violences faites aux femmes, par le Pôle société du XXI<sup>e</sup> siècle, au local du PS à Brest.

**1<sup>er</sup> décembre**

10h00 : Réunion du BREIS à Pontivy.

Cap Finistère ne paraîtra pas la semaine prochaine.

Rendez-vous le 8 novembre pour le numéro 1287.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1286 - Vendredi 25 octobre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

# Le désir, moteur du changement

**Il ne faut ni culpabiliser, ni effrayer mais susciter le désir de changer et de renouer avec un mode de vie plus sobre.**

C'est le message qu'a porté le politologue Paul Ariès, le 3 octobre, en conclusion des 8<sup>es</sup> Rencontres nationales des territoires d'éducation qui se tenaient cette année à Brest.

« Cette édition était consacrée à la place de l'enfant dans la ville et nous voulions avoir le point de vue de Paul Ariès sur la manière dont on peut faire de l'éducation à l'environnement et, sans langue de bois, poser clairement la question : compte tenu de ce que nous vivons aujourd'hui, faut-il admettre que nous avons collectivement échoué ? », a expliqué Émilie Kuchel, adjointe au maire en charge de l'Éducation.

Pour Paul Ariès, ce que nous vivons aujourd'hui est bien une crise sociale et écologique systémique et non conjoncturelle. Il suffit pour s'en convaincre de savoir que nous dépassons les capacités de régénération de la planète au début du mois d'août. Si l'ensemble des humains vivaient comme les Français, ce cap serait franchi dès le mois de mai. Et si nous vivions tous comme des Américains c'est dès la fin du mois de février que nous aurions utilisé toutes nos ressources de l'année.

Les inégalités sont si fortes que, aujourd'hui, les 26 milliardaires les plus riches disposent d'autant d'argent que les 3,8 milliards d'habitants les plus pauvres.

Pour Paul Ariès, crise sociale et crise environnementale sont liées. Nous avons perdu notre capacité à nous donner des limites, nous avons basculé dans la démesure, dans ce que les Grecs anciens appelaient l'hubris.

Comment, dans ces conditions, faire de l'éducation à l'environnement ? Comment expliquer à des enfants ou même à des adultes qu'il ne faut pas gaspiller ? Alors que l'éducation devrait précisément consister à donner des limites, comment expliquer qu'il ne faut surtout pas faire ce que la société capitaliste attend de nous ? C'est-à-dire consommer, s'endetter, gaspiller, assouvir, tout de suite, à nos moindres pulsions ? Voilà l'enjeu auquel tous les éducateurs sont confrontés.

En outre, même si on parvient à expliquer les enjeux, il n'est pas certain que cela suffise. Car croire ne suffit pas. Nous savons tous que le tabac représente un vrai danger pour la santé et pourtant, même s'il a tendance à baisser,

le nombre de fumeurs reste très élevé. D'un point de vue philosophique, même si nous savons que nous sommes mortels, nous nous projetons tout de même dans l'avenir et oublions, la plupart du temps notre condition.



Donc croire, savoir, être informé ne suffit pas. Le résultat pourrait même être pire si, en fonction des informations dont nous disposons, nous en tirerions comme conclusion : « Foutu pour foutu, pourquoi se priver ? ».

Pour Paul Ariès, il est donc indispensable de susciter de l'envie car, comme le disait Gilles Deleuze « seul le désir est révolutionnaire ». L'éducation à l'environnement ne peut pas être qu'un appel à la responsabilité ou à la culpabilisation. Il doit susciter de l'envie. Et si les riches bousillent la planète avec leur style de vie, il faut construire une alternative plus enviable, en s'inspirant plutôt des modes de vie populaires.

Dans l'Histoire de l'Humanité, la surconsommation, alimentée par la publicité, ne concerne que quelques générations. Il n'y a pas si longtemps, il ne serait jamais venu à l'idée de quelqu'un de jeter de la nourriture ou de laisser brûler une bougie ou une lampe à pétrole toute une nuit. « L'hyper consommation est une exception dans l'Histoire », a insisté Paul Ariès.

Pour Paul Ariès, le capitalisme et le mode de vie des riches nous a conduit dans la crise que nous connaissons aujourd'hui. Et ce sont les valeurs des gens simples, ordinaires, qui pourront nous permettre de la surmonter. Cela suppose de changer notre rapport au travail, notre rapport aux autres et, surtout, cesser de croire que le bonheur réside dans l'accumulation de richesses. « Les gens ordinaires ne sont pas des riches à qui il manquerait de l'argent », a résumé Paul Ariès. Ils défendent des valeurs de solidarité, de partage et de convivialité.

C'est particulièrement vrai lorsqu'on aborde la question de l'alimentation. Pour le politologue, qui a beaucoup travaillé sur tout ce qui concerne le bien manger, il faut absolument retrouver la fonction initiale du repas, qui est avant tout un moment de partage.

Face au capitalisme qui nous pousse à toujours plus posséder, Paul Ariès nous propose d'opposer un système qui mettrait en avant les liens sociaux. Ce qu'il résume d'une formule : « Moins de biens et plus de liens ».